

MINISTRE DE L'INTERIEUR

DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES
ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

CIRCULAIRE

NOR LINTD970101MIS/c

- 7 JUL. 1997

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

à

MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS
MONSIEUR LE PREFET DE POLICE

OBJET : Problèmes rencontrés par les étrangers, sans domicile fixe titulaires d'une carte de résident lors du renouvellement de leur titre de séjour.

RESUME : Acceptation comme justificatif d'une domiciliation dans un organisme agréé en application du décret n° 94-876 du 12 octobre 1994.

Attestation signée par le représentant de l'organisme d'accueil. Mention de cette adresse à la rubrique correspondante du titre.

Mon attention a été appelée sur les difficultés éprouvées par certains étrangers sans domicile fixe, titulaires d'une carte de résident pour obtenir le renouvellement de celle-ci.

En effet, les ressortissants étrangers titulaires d'une carte de résident et dépourvus de domicile fixe peuvent en effet sortir du cadre défini par l'article 3 du décret n° 46-1574 du 30 juin 1946. Celui-ci dispose que tout étranger doit déposer sa demande de titre de séjour à la préfecture du département de sa résidence ou, à défaut, au commissariat ou à la mairie de son lieu de résidence. C'est donc bien la résidence qui détermine votre compétence pour statuer sur une demande d'admission au séjour. En l'absence d'un tel élément, vos services se déclarent généralement, à juste titre, incompétents pour statuer et refusent même d'enregistrer toute demande.

/...

Or, il arrive que des ressortissants étrangers titulaires d'une carte de résident perdent leur emploi, puis leur résidence. Lorsqu'il viennent demander le renouvellement de leur carte de résident ou un duplicata, ils se voient opposer un refus, alors même qu'ils ont le droit d'obtenir le renouvellement de leur carte de résident.

Pour éviter ces situations qui ne pourraient qu'accroître la marginalisation des intéressés en les plaçant en situation irrégulière, vous accepterez que des titulaires d'une carte de résident apportent, comme justificatif, une domiciliation dans un organisme d'accueil agréé en application du décret n° 94-876 du 12 octobre 1994 commenté dans la circulaire du 23 novembre 1994 relative à la délivrance des cartes nationales d'identité aux personnes sans domicile fixe.

Conformément à ce qui est précisé dans cette circulaire, les demandeurs doivent fournir, outre les autres pièces exigées pour le renouvellement de la carte de résident, une attestation signée par le représentant légal de l'organisme d'accueil (directeur de foyer par exemple). Cette attestation doit être rédigée sur un papier officiel de l'organisme et comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse de l'organisme d'accueil
- le nom, le prénom et l'état-civil du demandeur
- la date, la signature et la qualité du représentant légal de l'organisme
- le cachet de l'organisme.

Cette attestation ne doit être délivrée qu'aux seules personnes réellement connues de l'organisme d'accueil comme étant sans domicile fixe.

Lorsque les conditions requises pour l'obtention de la carte de résident sont réunies, il y a lieu lors de l'établissement de ce document de ne porter à la rubrique correspondante de la carte de résident que l'adresse de l'organisme d'accueil et non sa dénomination.

Pour le ministre et par délégation,
le préfet, ~~directeur du cabinet~~


Jean-Pierre DUPORT